

Gouvernement Bayrou

Conférence nationale

Bobigny 1972

Tout ça pour ça !

P.3

Une feuille de route claire

P.4

Un procès qui fait date en BD

P.6

BONNE ANNÉE 2025

VOEUX DE LA FÉDÉRATION DE LOIRE-ATLANTIQUE DU PCF SAMEDI 25 JANVIER



À la fédération 41 rue des Olivettes à Nantes À 11H30

Édito : 2025, l'année de tous les combats !

2024 s'est achevée dans un climat de turbulences politiques après la dissolution décidée par le Président de la République. Ce chaos, loin d'être anecdotique, a encore retardé les réponses nécessaires aux problèmes actuels et aggravé les difficultés du quotidien vécues pour beaucoup.

Conscients de la gravité de cette situation, les communistes ont pris leurs responsabilités en engageant un dialogue exigeant avec le gouvernement nouvellement nommé. Les salariés et les familles populaires n'ont pas le luxe d'attendre une nouvelle dissolution ou des élections présidentielles anticipées pour voir leurs conditions de vie, leurs services publics et leur pouvoir d'achat s'améliorer.

Arracher des victoires immédiates, réunir les conditions de gains de plus long terme pour les salariés et contribuer à élever le rapport de force pour que les travailleurs conquièrent le pouvoir au service du plus grand nombre, voilà ce qui a toujours

constitué notre boussole révolutionnaire.

Face à la poursuite des politiques d'austérité voulues par le Premier ministre, réaffirmées dans le discours de politique générale, notre rôle est à la fois de dénoncer ces choix, notamment par une motion de censure si nécessaire, et de proposer des alternatives crédibles en lien avec les salariés et leurs organisations syndicales.

Notre campagne dédiée aux services publics et à l'industrie sera un point d'appui majeur pour illustrer ces changements que nous appelons de nos vœux, amenant à contester à la racine les rapports de domination capitalistes. En combattant le fatalisme et les politiques injustes, nous continuerons de tracer un chemin d'espoir pour 2025 et au-delà.

Meilleurs vœux à chacune et à chacun et sachez pouvoir compter aujourd'hui comme demain sur les communistes à vos côtés.

Robin Salecroix



Corée du Sud

Ce 14 janvier commençait la première audience du procès en destitution du président sud-coréen, qui ne s'y est pas présenté. Mais que s'est-il passé en Corée du Sud, et pourquoi le président et le président par intérim ont tous deux été destitués ?

Coup de théâtre dans la vie politique sud-coréenne : le président conservateur Yoon Suk-yeol se fait destituer par le Parlement après avoir essayé d'imposer la loi martiale le 3 décembre afin de protéger son pays des « forces communistes nord-coréennes » et d'« éliminer les éléments hostiles à l'État », ce qui aura entraîné un appel à la grève générale illimitée par la Confédération coréenne des syndicats. Le président revient en arrière, mais signe sa fin au pouvoir. La destitution, après une première tentative boycottée par le PPP, le parti du président, est finalement votée à la majorité par les députés (204 voix pour, l'opposition obtenant la majorité et ayant réussi à convaincre certains membres du parti présidentiel).

Il est donc remplacé par Han Duck-soo, accusé de continuer la « rébellion » du président. En effet, pour qu'une destitution soit validée, elle doit être votée aux deux tiers des magistrats de la Cour constitutionnelle. Mais le président par intérim n'a pas jugé qu'il était de son rôle, en tant qu'intérim, de pourvoir les trois sièges vacants des magistrats qui avaient pris leur retraite quelques mois avant la loi martiale et que leur nomination devait faire l'objet de discussions préalables avec chaque parti. Cette décision aurait facilement pu entraîner le rejet de la destitution et les députés ont à nouveau exprimé leur mécontentement en destituant également le président par intérim. **Suite à cela, des manifestants se disent satisfaits mais inquiets pour la suite.**

L'audience du 14 janvier n'a duré que quelques minutes, de par l'absence de Yoon Suk-yeol. Celui-ci a finalement été arrêté le 15 janvier, la Cour a jusqu'à la mi-juin pour statuer sur son sort.

L'après al-Assad

La Syrie dans l'expectative



Après une offensive éclair de douze jours, Damas tombait aux mains du groupe islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTC), émanation de la formation Jabhat al-Nosra, longtemps branche syrienne d'al-Qaïda. Partis de la province d'Idlib où différentes factions s'étaient regroupées dès 2015 sous l'autorité d'Abou Mohammed al-Jolani, les combattants d'HTC, aidés par les milices pro-turques de l'ANS (Armée nationale syrienne), ont fait tomber la dictature de Bachar al-Assad le 8 décembre dernier. Après plus de cinquante ans de mainmise des al-Assad, Bachar ayant succédé à son père Hafez, les principales villes de Syrie ont connu d'importants mouvements de liesse populaire.

Le nouveau pouvoir, dirigé par Abou Mohammed al-Jolani qui reprend son nom d'Ahmed al-Charaa, a très vite recherché à desserrer l'isolement imposé à la Syrie qui avait fait suite à la répression du soulèvement populaire de 2011. **Tout en tentant de maintenir des relations avec la Russie et l'Iran, principales puissances lésées par la chute de Bachar al-Assad et en s'appuyant sur l'allié turc, le gouvernement provisoire de Damas multiplie les déclarations propres à permettre la reprise des contacts avec l'occident.** C'est dans le cadre de cette ouverture que les ministres français et allemands Jean-Noël Barrot et Annalena Baerbock, intervenant « sous mandat de l'Union européenne », ont rencontré le nouvel homme fort de la Syrie le 3 janvier.

Cependant, les populations restent circonspectes et les multiples minorités présentes dans le pays craignent pour leurs droits, d'autant plus que les exactions à leur encontre ne cessent pas. **Les plus récentes déclarations des djihadistes sur le devoir des femmes à ne pas outrepasser « les priorités de leur nature créée par Dieu » ou concernant les programmes scolaires n'augurent rien de bon.**



Trump !

Une investiture sous haute tension

Alors que l'investiture de Donald Trump est imminente, ce dernier n'a pourtant pas attendu d'être en poste pour multiplier les déclarations chocs. **Annexion du Canal de Panama et du Groenland, expulsion massive des millions de migrants en situation irrégulière, hausse des taxes douanières à tout va et même la résolution sous 48 heures du conflit russo-ukrainien...**

Les mots sont forts mais leur application semble compliquée dans les faits. Par ailleurs un rétro-pédalage sur plusieurs promesses de campagne a déjà été effectué : concernant la guerre en Ukraine les 48 heures nécessaires se sont transformées en mois, sur l'inflation galopante des prix de l'alimentation, il a avoué que son renversement n'était pas possible et les fameuses coupes budgétaires drastiques promises par Elon Musk s'amenuisent progressivement.

À l'âge de 78 ans il deviendra le plus vieux président des États-Unis à prêter serment, devançant Joe Biden de quelques mois. Il accède donc à la Maison Blanche sur un air triomphaliste, évitant au passage une condamnation dans l'affaire de l'assaut

sur le Capitole grâce à l'immunité conférée par la Cour suprême.

Ce lundi 20 janvier, pour son investiture, Donald Trump sera également entouré des milliardaires de la tech, un virage trumpiste récent à l'image d'Elon Musk, patron de Tesla/Space X et Twitter/X, soutien aux démocrates en 2016 et 2020, ou encore Mark Zuckerberg, le patron du groupe Meta, que Trump avait promis d'emprisonner dès son retour au pouvoir. Jeff Bezos, patron de Amazon et Blue Origin, figure également parmi les soutiens et donateurs. Le propriétaire du *Washington Post* a même usé de son statut pour que le journal ne soutienne pas la campagne du camp démocrate.

Ainsi, en sortant victorieux des présidentielles, Donald Trump profite d'une palette politique plus large mais cela crée aussi des divisions dans son propre camp : les plus radicaux, souvent xénophobes, ne partagent pas du tout la mise en avant des multinationales de la tech qui reposent essentiellement sur la main-d'œuvre étrangère qualifiée.

Turquie, Syrie : quel avenir pour les Kurdes ?

Avec la chute du régime de Baas, la guerre, qui durait depuis des années par procuration, s'est muée en une compétition entre les puissances internationales pour redessiner la Syrie. Ce conflit complexe rend difficile un consensus entre les acteurs politiques, et donc la prévision de l'avenir du pays.

Les pays occidentaux, notamment européens, demandent des garanties pour la protection des droits des minorités en Syrie. En revanche, **l'État turc maintient une ligne opposée, notamment envers les Kurdes**, qu'il considère comme une menace. L'objectif de la Turquie est d'éliminer les acquis des Kurdes, qui ont obtenu des avancées après des décennies de lutte, et de maintenir un contrôle sur la région tout en évitant une guerre ouverte.

Les Kurdes et les forces de l'Administration Autonome en Syrie soutiennent une solution pacifique et démocratique. Ils proposent le modèle de la Nation Démocratique d'Abdullah Öcalan et mis en pratique au Rojava, comme solution pour toute la Syrie.

Ce modèle repose sur une approche inclusive visant la coexistence de toutes les communautés ethniques et culturelles de Syrie. La Syrie est un pays multiconfessionnel, multilingue et composé de diverses structures

ethniques. Aucune alternative à un système démocratique ne permettra de maintenir cette diversité en paix.

Les Kurdes ont montré, malgré l'encerclement et la guerre, qu'une telle coexistence est possible, comme en témoigne la Révolution du Rojava. Bien sûr, des lacunes existent, mais ce système est encore en phase de construction.

Il est évident que l'obstacle principal à une solution démocratique en Syrie est l'idée hégémonique de l'État turc, qui persiste dans sa politique de négation et de destruction des Kurdes, non seulement dans le Kurdistan du Nord, mais dans l'ensemble des territoires kurdes. Elle mobilisera toute son énergie pour effacer les acquis des Kurdes. La Turquie cherche aussi à libérer des prisonniers de l'État islamique (Daesh) dans les camps, une situation qui lui permettrait de redessiner la dynamique du conflit.

Le monde entier est concerné par cette guerre, comme en témoignent les attentats en Europe qui rappellent que l'instabilité en Syrie affecte la sécurité globale. **La défense de la Révolution du Rojava, axée sur des valeurs démocratiques et la libération des femmes, reste essentielle pour l'avenir de la Syrie et du Moyen-Orient.**



Gouvernement Bayrou

Tout ça pour ça !

Le 4 décembre dernier Michel Barnier était censuré, c'est François Bayrou qui s'installa sur le siège sans doute éjectable de l'ancien Premier ministre.

On dit qu'il a rêvé de l'Élysée et peut-être en rêve encore... pour l'instant il se contentera de Matignon et de l'équation qu'il a à résoudre : gouverner un pays avec moins d'un tiers des députés acquis à son discours. Lui qui a théorisé le dépassement des clivages gauche/droite pour s'émanciper du RPR et préparer ses campagnes présidentielles au centre, vait-il lui aussi dépendre d'une main tendue par le RN ? L'homme providentiel présenté comme tel par nombre de commentateurs politiques saura-t-il entendre la gauche ?

(NDLR : A l'heure de la conclusion du journal, nous n'avons pas encore toutes ces informations)

Après les nombreuses tractations, les fausses pistes et les palpitantes hypothèses de « gauche », c'est bien un gouvernement de droite qui a été nommé. **Parmi eux, des fidèles soutiens d'Emmanuel Macron et François Bayrou, des rescapés du gouvernement Barnier et un repêché des coulisses des bas-fonds de la politique.** Sur les contenus, rien n'indiquait un changement de cap majeur, si ce n'est une inflexion possible sur la réforme des retraites, exigée par le PCF, le PS et EELV lors des nombreuses discussions avec le nouveau gouverne-



ment. Il n'en sera rien. Le discours de politique générale creux de François Bayrou s'inscrit dans la continuité de celui de ses prédécesseurs, avec comme principal objectif : la réduction de la dette et des déficits.

Rien pour l'industrie française, le développement des services publics, le soutien aux collectivités, l'emploi et les salaires, la formation et l'égalité professionnelle femmes-hommes, la transition écologique ou la voix de la France au service de la paix. C'est de nouveau une orientation d'austérité budgétaire, malgré une timide remise en chantier de la réforme des retraites dont personne ne connaît les contours.

Pour Fabien Roussel : « **Le péril, ce n'est pas la dette, c'est la finance ! C'est le coût du capital. C'est une France placée sous la tutelle des marchés financiers qui exigent des milliards d'euros de charges d'intérêt** ».

Après plusieurs jours à feindre d'envisager une ouverture vers la gauche, le discours du Premier ministre n'aura servi qu'à conserver l'union des macronistes avec LR et dissuader le RN de voter la censure de gauche. Comme un air de déjà-vu...

Sarkozy devant la justice

La démocratie salie



Il n'y a pas lieu de parler de dépassement du plafond des dépenses de campagne de Nicolas Sarkozy en 2012, ni d'abus de faiblesse à l'encontre de Liliane Bettencourt, ni de marchés de fournitures de sondages, ni encore d'une proximité avec un Bernard Tapie très favorisé. Il ne s'agit pas d'évoquer des rétrocommissions sur des ventes d'armes finançant la campagne d'Edouard Balladur ni des liens de l'ancien président avec le Qatar.

Par contre, le fait d'un Président de la République condamné à trois ans de prison, dont un ferme à purger sous bracelet électronique pour corruption et trafic d'influence, ainsi qu'une interdiction des droits civiques de trois ans est une première dans l'histoire de la Cinquième République. Nicolas Sarkozy - alias Paul Bismuth -, en tentant d'obtenir des informations secrètes d'un magistrat à la Cour de cassation concernant des enquêtes judiciaires en cours, notamment l'affaire Woerth-Bettencourt - possible financement illégal de la campagne présidentielle de 2007 de Nicolas Sarkozy, fraude et évasion fiscales - s'est clairement mis hors-la-loi, tout en piétinant le principe de séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire, cher à Montesquieu. **Celui-ci, d'ailleurs, estimait que la vertu politique représentait le ressort même de la démocratie.**

Mais il y a peut-être pire, et l'affaire actuellement jugée - du 6 janvier au 10 avril 2025 - relève de l'international et des liens privilégiés de Nicolas Sarkozy avec feu le dictateur Mouammar Khadafi. Celui-ci aurait financé largement la campagne présidentielle de 2012 de notre justiciable. Y'avait-il contrepartie ? Les juges parlent de « recel de détournement de fonds publics », de « corruption passive », de « financement illégal de campagne électorale » et d'« association de malfaiteurs ». L'ancien président encourt cette fois dix ans de prison et 375 000 euros d'amende !

Il est intéressant de relever les déclarations de Franck Louvrier (LR), maire de La Baule, dans *Presse Océan*. Celui-ci considère que la « judiciarisation » de la vie politique « amène à avoir un doute sur nos élus », que le bracelet électronique est une humiliation « pour un ancien chef de l'État ». Selon une partie de la droite, carte blanche serait donc donnée à leurs élus dans la conquête du pouvoir, les mettant hors de portée de la justice et devant bénéficier de peines non humiliantes !

Devant la consternation que provoquent les affaires successives de Nicolas Sarkozy et de ses complices, ministres, juges, avocats... il n'y a rien d'étonnant à ce que les citoyennes et citoyens s'abstiennent aux élections, voire à choisir le pire : le bulletin de vote RN, celui qui prospère sur la fange.

Mayotte

Catastrophe naturelle et humanitaire



L'archipel des Comores qui comprend l'île de Mayotte (Maoré) a été atteint il y a un mois par le passage destructeur du cyclone Chido. **Les conséquences dramatiques qui touchent les populations sont particulièrement fortes et ravageuses pour le territoire et la population mahoraise sous influence française depuis plus de 180 ans.** Catastrophe à la fois sur le moment mais aussi à plus longue échéance.

L'île connaît des réalités climatiques toujours plus vigoureuses puisque ce cyclone est le plus violent qu'elle a subi depuis un siècle, notamment le cyclone de 1984. Le nombre de victimes n'est pas encore déterminé, le bilan définitif sera d'autant plus lourd pour le 101^e département de la République française que ce dernier a été en grande partie laissé à l'abandon par la puissance publique.

Pourtant des alertes ont été établies par des rapports d'inspection publique laissés en jachère par le gouvernement pendant plusieurs mois ...

En effet, les intensités toujours plus fortes de ces catastrophes naturelles n'expliquent pas tout, la vulnérabilité du département est bien réelle, étant le plus pauvre de la République.

Il y a eu destruction des environnements et singulièrement des habitats, souvent précaires avec des bidonvilles qui en sont une triste illustration. Celui de Kawéni dans le quartier nord du chef-lieu Mamoudzou est le plus grand bidonville de France. Il a été complètement rasé dans un amas de tôles blessantes. La France n'a-t-elle rien d'autre à proposer pour construire des lieux de vie dignes et durables et améliorer les conditions sociales ?

Une grande majorité des habitants s'est retrouvée sans abris, sans électricité et sans eau. La situation n'est pas complètement résolue et les Mahorais restent critiques vis-à-vis des autorités françaises dont l'aide s'est faite attendre. L'appel à l'aide internationale n'aurait-il pas été nécessaire ?

Conférence nationale

Une feuille de route claire

Où en sommes-nous et que faire ? C'étaient les questions que se sont posées les délégués communistes lors de leur conférence nationale du 14 décembre. Réunis pour ce point d'étape politique, les communistes se sont fixés une feuille de route adoptée par 80 % des délégués.

Un résultat qui conforte les choix de leur dernier congrès et qui rassemble largement le PCF autour de sa direction nationale, conduite par Fabien Roussel. Cette conférence nationale devait être un moment de profonde réflexion face à la situation politique nationale et internationale, aux derniers résultats électoraux du PCF et de la gauche, à la poussée de l'extrême droite dans l'Hexagone et dans le monde, dans un contexte de forte instabilité politique marqué par l'entêtement d'Emmanuel Macron, qui refuse de nommer un gouvernement de gauche parce qu'il entend poursuivre sa politique ultra-libérale lancée en 2017, au service du capitalisme.

Place du Colonel Fabien, les communistes ont dressé un bilan cinglant de ces dernières séquences politiques et tirent la sonnette d'alarme : Les guerres et les menaces internationales s'amplifient, la crise de la globalisation capitaliste s'accroît ; la situation de l'emploi et de l'industrie en France et en Europe se dégrade avec des plans de licenciements massifs déjà annoncés ; l'augmentation des températures s'accélère tandis que les scientifiques confirment la détérioration de l'environnement et de la biodiversité... Pourtant le capital détenu par les puissances d'argent s'accumule alors que les inégalités sociales explosent. **Dans ces conditions, comment reconstruire l'espoir dans le monde du travail et dans la jeunesse ?** Fidèles à leurs valeurs, les communistes ne se résignent pas et entendent prendre toute leur place dans le débat politique et dans les luttes pour **défendre les intérêts populaires et promouvoir la paix dans le monde.**

**UNE AMBITION
POUR LE PEUPLE
POUR LA FRANCE
POUR LA PAIX**



aux français. Depuis 2022, malgré ses accords électoraux, la gauche ne dépasse pas les 30 % des suffrages. C'est historiquement bas, et ni le populisme de gauche de LFI, ni un social-libéralisme rénové ne bouleversera le rapport de force gauche/droite. **Le Front populaire sur un projet de gauche ambitieux et combatif ne pourra être efficace que si chacune de ses composantes est respectée et respectable.**

Au PCF, le communisme est toujours une idée neuve, la France et son peuple ont besoin d'un Parti communiste français renforcé pour retrouver le chemin du progrès aux côtés des organisations syndicales et des forces progressistes. **Les grandes campagnes sur l'industrie et les services publics lancées peuvent être des premières initiatives fortes pour s'adresser aux classes populaires.** Les nombreuses prises de parole des délégué-e-s ont rappelé que les atouts du PCF ne manquaient pas : un corpus idéologique, une force militante, des milliers d'élus, une histoire qui se mêle à l'histoire de France, des idées pour l'émancipation humaine. **Le PCF se veut un parti révolutionnaire, utile au quotidien.** Il se fixe des objectifs pour répondre aux enjeux politiques du moment : promouvoir son projet communiste, défendre la paix et la solidarité internationale, dénoncer et combattre l'extrême droite, renforcer son organisation et ses moyens financiers, développer son secteur formation et sa communication, préparer les élections municipales et être prêt pour de nouvelles élections nationales.

Logements

Depuis 2019, la construction tourne au ralenti

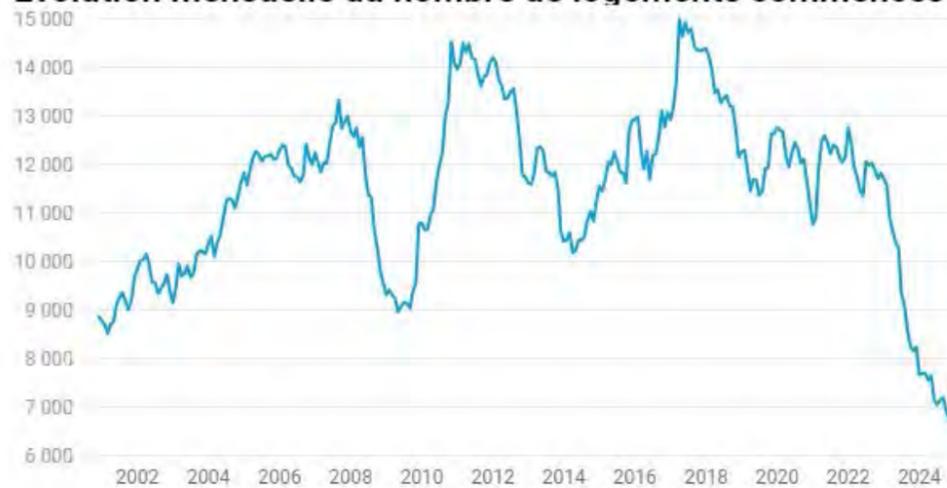
2024 aura été une année sombre pour le bâtiment et pour les familles toujours plus nombreuses qui attendent un logement. En effet, moins de 7000 logements individuels ou collectifs ont été mis en chantier en Loire-Atlantique en 2024.

Le problème est que cette crise ne semble toujours pas prête de s'arrêter. Ainsi, les autorisations de programme préalables à une mise en chantier continuent de s'effondrer, passant de 9200 logements autorisés à 7400 entre novembre 2023 et novembre 2024.

Cette crise du logement est nationale, elle touche tous les territoires attractifs et dynamiques qui connaissent une évolution démographique importante comme la Loire-Atlantique. Elle est le résultat des choix politiques et budgétaires faits depuis de trop nombreuses années par les gouvernements successifs.

Ainsi, en 2018, en même temps qu'il supprimait l'Impôt de Solidarité sur la Fortune, le gouvernement baissait les aides personnalisées au logement (APL) des locataires du parc social, obligeant les HLM à compenser cette baisse par une réduction du loyer de solidarité, la RSL. Or, cela grève les capacités d'investissement des HLM. **Les multiples ponctions dans les recettes des bailleurs sociaux représentent ainsi 1,3 milliard d'euros par an depuis 2019.**

Evolution mensuelle du nombre de logements commencés



Du côté du logement libre, l'augmentation constante du prix du foncier, les taux de crédit élevés et les prix des matières premières qui ont flambé depuis la guerre en Ukraine, rien ne va plus. De même, la fin du dispositif Pinel qui, malgré un coût exorbitant pour les finances publiques, incitait à l'investissement locatif privé pour leur seul profit.

Aujourd'hui, on estime que 3,8 millions de personnes souffrent de mal-logement en France, une situation qui ne peut pas s'améliorer sans un choc de la construction durable et une baisse tangible des loyers.

De l'autre côté du mur, c'est tout un secteur qui est à l'arrêt. Les professionnels du secteur, des promoteurs immobiliers aux maçons,

voient leur carnet de commandes de moins en moins fourni. **La crise immobilière va rapidement se transformer en crise de l'emploi. Beaucoup de salariés vont payer les pots cassés, la Fédération Française du Bâtiment estime à 6000 postes ceux qui pourraient être supprimés en Loire-Atlantique.**

À noter : un forum « **Logement pour tou-te-s** » se tiendra **samedi 8 février de 10h à 22h**, salle de la Manufacture (10bis Bd Stalingrad à Nantes), journée inter-associative, conviviale, d'échanges et de propositions pour **faire face à la crise du logement.**

Situation tendue pour les urgences du département

Les syndicats sonnent l'alarme

Il est un fait acquis que l'hiver, saison froide sous nos latitudes, va augmenter le nombre de victimes de la grippe.

Il était donc à prévoir, et cela n'a pas raté, que les services d'urgences se trouvent confrontés à une plus forte demande ces dernières semaines. Or, malgré les alertes multiples et répétées des professionnels, rien ou si peu ont été fait pour un accueil des malades à la hauteur des besoins.

Avec l'épidémie de grippe qui sévit en ce moment dans la région, il a fallu déclencher le plan blanc, c'est-à-dire le retardement d'opérations prévues, pour libérer des lits et le rappel de personnels.

Il n'est donc plus possible de se présenter spontanément, et ce jusqu'au 25 février, aux urgences de Nantes, Saint-Nazaire, Rezé, Châteaubriant et Ancenis. Preuve, s'il en était besoin, du cruel manque de moyens, matériels comme humains, auquel est confronté le secteur entier.



Concernant le CHU de Nantes, après le syndicat Force ouvrière qui déposait un signalement pour « danger grave et imminent » et des conditions de travail « extrêmement dégradées qui entraînent des conditions d'accueil tout aussi dégradées, voire dangereuses pour les patients », la CGT déclarait que « **des personnes âgées de plus de 80 ans dont certaines avec des troubles cognitifs attendent plus de 92 heures avant de pouvoir être transférées dans un service conventionnel pour être hospitalisées, faute de lits disponibles, alors que le délai d'attente a été fixé à douze heures** » et appelait à une mobilisation jeudi 16.

À Nantes, le syndicat Force ouvrière revendique « **la création immédiate de 120 lits** »

d'aval (c'est-à-dire concernant les patients devant être hospitalisés à la sortie des urgences), avec le nombre de postes de soignants en adéquation » : pour les syndicats, il s'agirait de créer plus de 1400 postes pour le seul CHU de Nantes.

Automobile

Les ventes des constructeurs français et européens en chute libre

Le marché de l'automobile française a fortement reculé depuis 2019, avec une baisse de 13 % des immatriculations sur le marché des voitures particulières et de 25 % pour les véhicules utilitaires légers.

Après plusieurs années de croissance à deux chiffres, de nombreux constructeurs européens, comme Stellantis, Mercedes et Volkswagen ont revu leurs objectifs de résultats à la baisse en fin d'année 2024. Les chiffres sont implacables : -84 % de bénéfices pour BMW, -91 % pour Audi, et des milliers d'emplois menacés pour les constructeurs allemands comme Volkswagen.



Ce sont maintenant les constructeurs chinois comme BYD ou Nio qui viennent s'installer en Europe avec des voitures moins chères et souvent plus performantes, notamment sur le marché des électriques qui progresse moins rapidement qu'en 2023 mais reste florissant avec de fortes marges par véhicule.

L'automobile allemande, très dépendante de la Chine, et aux États-Unis l'arrivée de Donald Trump font peser de gros risques pour l'industrie d'outre-Rhin. **L'Allemagne cherche à diversifier d'urgence ses échanges commerciaux, d'où l'accélération à marche forcée de l'accord de libre-échange UE-Mercosur.**

Volkswagen, premier constructeur mondial devant Toyota avec 10,8 millions d'unités vendues, prévoit un vaste plan de 10 milliards d'euros d'économies avec des mesures drastiques, dont la possible fermeture de deux usines, la réduction de 10 % des salaires et le gel des augmentations. Pour les Allemands, le problème vient principalement de la Chine, qui a été jusque-là un marché fructueux, mais les constructeurs du pays rattrapent rapidement leur retard et les divers scandales de défaut de frein, d'airbag défectueux ou encore le dieselgate ont fortement dégradé l'image de marque des constructeurs européens.

En France, le groupe Renault semble avoir passé une année 2024 correcte, mais Stellantis, qui réunit les marques Peugeot, Fiat, Chrysler, RAM, Opel ou encore Alfa Romeo, a annoncé une chute de 27 % de son chiffre d'affaires au troisième trimestre 2024 : les risques de perte d'emplois pèsent fortement sur les ouvriers du groupe. Les résultats de Stellantis, plus que médiocres, ont précipité la chute de **Carlos Tavares de la tête du constructeur, ce qui n'a pas empêché celui-ci de partir avec un beau chèque de 6,37 millions d'euros pour sa retraite anticipée !**

Interview de Delphine Bithorel

Ouvrière et syndicaliste dans le secteur de l'automobile

NLA : La crise de l'automobile française et européenne est-elle une crise structurelle ou s'agit-il d'une crise momentanée liée à la conjoncture économique ?

La crise de l'industrie automobile est liée à trois facteurs : la Covid, la guerre en Ukraine et la pénurie de composants automobiles. Avant la Covid les carnets de commandes pour les sous-traitants étaient pleins jusqu'en 2026. Là où l'industrie a perdu environ 14 % de ses emplois salariés en 20 ans la filière auto en a perdu 28 %, soit environ 76 500 postes. **La production de voitures en Europe a chuté entre 2019 et 2022 avec une légère hausse en 2023.** Mais le nombre de voitures nouvelles immatriculées dans l'UE reste inférieur à ce qu'il était prévu avant la pandémie en 2019.

Renault et Peugeot ont déjà annoncé la fin de la production de voitures thermiques en 2030. Ils sont des clients indispensables et des donneurs d'ordres. À la Fonderie de Bretagne, Renault est en train de les laisser mourir et Peugeot fait exactement la même chose avec ses sous-traitants. **Pour survivre il va falloir que l'industrie auto française et européenne s'adapte aux nouvelles technologies et repousse les nouveaux concurrents** comme Tesla ou les voitures chinoises. Et l'Europe part de loin...

NLA : Quelles sont les entreprises du département concernées par la sous-traitance automobile ?



Les équipementiers de l'automobile sont présents sur tout le département : Lydech et Man Energy Solutions à Saint-Nazaire ; Tristone Flowtech France à Carquefou ; Fives Filling and Sealing au Bignon ; Terrena services à Ancenis ; Shaper's France à Aigrefeuille-sur-Maine, RBL à Châteaubriant... **Au total ce sont près de 3000 emplois.**

NLA : Comment les organisations syndicales envisagent la lutte pour défendre la production automobile en France ?

En ce qui concerne la CGT, nous nous battons contre la restructuration de la filière et ses conséquences. **Nous élaborons des propositions industrielles pour dessiner un autre avenir du secteur automobile.** Nous travaillons sur la proposition de loi de GM&S (entreprise de la Creuse rachetée en 2017 où la moitié des emplois ont été supprimés), sur les responsabilités des donneurs d'ordres en France.

Au salon de l'auto 2024 nous avons manifesté pour défendre les emplois de la filière. La voiture électrique à bas coût de Renault est produite en Chine pour être vendue en France. Les aides publiques doivent être contrôlées ! Il serait tout à fait possible de produire en France un petit véhicule électrique abordable pour les trajets quotidiens. Nous possédons le parc automobile le plus vieillissant de l'Europe. Un meilleur pouvoir d'achat permettrait aux utilisateurs de changer de voiture et ce serait mieux pour l'environnement.

Éducation nationale

Les AESH en grève pour de meilleures conditions de travail

Grève des AESH (Accompagnant des Élevés en Situation de Handicap) le 16 janvier dernier, Les AESH du lycée Nelson Mandela à Nantes nous expose leur métier, leurs difficultés, leurs revendications.

Propos recueillis par Lilou Bourdeau Chotard, lycéenne, bénéficiaire d'AESH qui soutient le mouvement de grève.

Pour vous c'est quoi être AESH ?

C'est accompagner les élèves en prenant en compte toutes ses difficultés liées à son/ses handicap(s) : physique, psychique et social, un métier humain, valorisant !

Quelles sont vos missions ?

- Prise de notes en cours.
- Aide à la concentration.
- Reformulation/explication des consignes.
- Sortir/préparer le matériel adéquat.
- Aide organisation / séquençage / planification.
- Savoir se mettre en retrait quand l'élève n'a pas de besoin, pour favoriser son autonomie
- Etre l'intermédiaire parfois le confident corps enseignant et élève.
- S'adapter à différents profils d'élèves.



- Soins médicaux (aspiration endotrachéale, verticalisation...)
- Aide à la vie quotidienne (plateau repas, toilettes, douche, coucher...)

Vos conditions de travail :

C'est un emploi précaire par bien des aspects :

- Changement quotidien d'horaire imposé.
- Changement de lieu de travail imposé.
- Travailler sur plusieurs établissements (sur la journée / la semaine).
- Manque de reconnaissance.

Comment voient-ils leur avenir ?

- Pas d'évolution de carrière.
- Pas d'accès aux postes à responsabilité.
- Salaire non évolutif.
- Impossibilité de VAE dans le secteur médico-social.

- Les formations spécifiques (AMP, aspiration endotrachéale...) ne sont pas valorisées.

Comment souhaitez-vous être plus en valeurs ?

- Statut de fonctionnaire.
- De la reconnaissance.
- Plus de formations spécifiques, notamment en début de parcours.

La Folle Journée de Nantes 2025

Du 29 janvier au 2 février 2025 à la Cité des congrès



Cette année encore du 29 janvier au 2 février se déroulera le célèbre festival nantais de musique classique dont le nom est emprunté à la pièce de Beaumarchais *Le mariage de Figaro ou la Folle journée*. Pour cette 31^e édition de la Folle journée, ce sont les villes qui ont joué, à un moment de leur histoire, un rôle capital dans l'évolution de la musique qui sont mises à l'honneur. Ainsi, dans l'ordre chronologique de l'influence historique on retrouve les villes de Venise, Londres, Vienne, Paris et New York. L'évocation des villes de Leipzig, Prague, Saint-Petersbourg, Budapest et Alep sera également l'occasion de mettre en avant leur riche héritage musical. Le festival nous propose donc un voyage autour du monde à travers le temps.

Toujours portée par la volonté de désacraliser la musique classique, trop souvent perçue comme élitiste, La Folle Journée c'est aussi permettre l'accès à un public élargi. **Que ce soit au niveau financier, avec 9 000 places à 5 euros sur les 140 000 délivrées durant les festivités. Mais aussi en termes d'inclusion avec des concerts accessibles aux personnes sourdes ou malentendantes grâce à des dispositifs Subpacs transformant le son en vibrations perçues avec un gilet spécial.** Des plans tactiles sont également à disposition pour renforcer l'autonomie des non ou malvoyants. Durant cinq jours c'est l'occasion pour tous, petits et grands, de découvrir ou redécouvrir un patrimoine musical historique et universel avec **plus de 270 concerts, nécessitant la venue d'environ 2 000 artistes ainsi que leurs 19 tonnes d'instruments de musique.**

Le festival de musique classique n'est cependant pas en reste sur les baisses de subventions régionales dédiées au secteur culturel, avec l'annonce fin 2024 de la suppression de son financement de la région représentant 180 000 euros sur les 4,7 millions de budget. Rappelant la lourde économie budgétaire régionale, dont le secteur culturel est une victime importante.

Bobigny 1972

Un procès qui fait date en BD

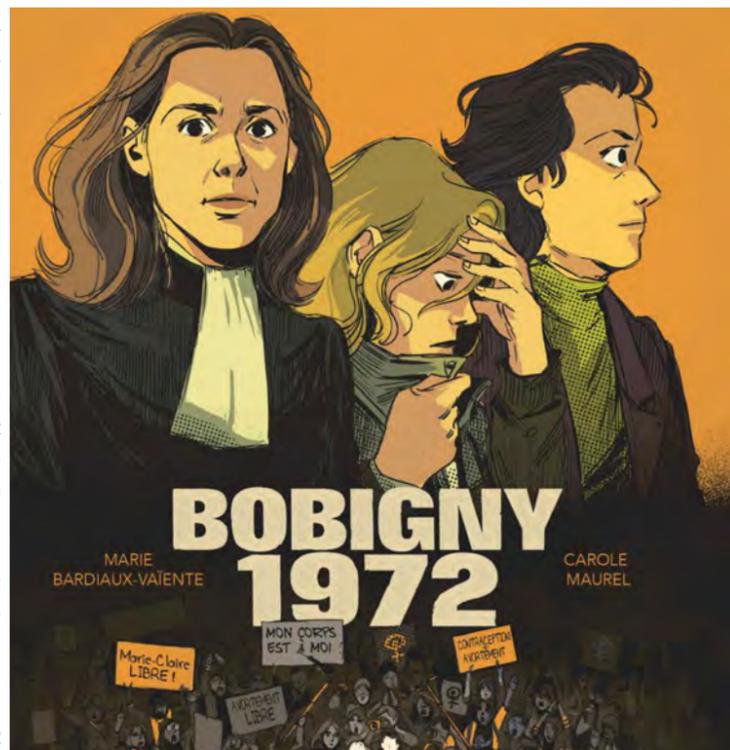
En novembre 1972 s'est tenu à Bobigny un procès au retentissement immense, un de ces événements qui transforment le cours de l'histoire. Marie-Claire Chevalier, une jeune fille ayant avorté à la suite d'un viol se retrouve inculpée, ainsi que sa mère, deux collègues de sa mère « complices » et la femme ayant opéré. L'avortement est alors puni par une loi datant de 1920 et le dénonciateur n'est autre que le violeur lui-même. Défendues par l'avocate Gisèle Halimi qui, avec l'accord des prévenues, va pleinement mettre en lumière toutes les étapes du procès, les plaidoiries vont transformer la défense en une véritable mise en accusation de la loi - « Monsieur le juge, je ne suis pas coupable ! C'est votre loi qui est coupable ! » dira la mère.

Ce procès fera progresser d'un bond la lutte en faveur de la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse, dépénalisation finalement obtenue à l'Assemblée nationale grâce à la force de conviction de Simone Veil, le 17 janvier 1975.

Avec beaucoup de talent, Marie Bardiaux-Vaïente pour le scénario et Carole Maurel pour l'illustration ont fait de l'histoire de Marie-Claire et des autres inculpées, de Gisèle Halimi et de toutes les militantes et militants qui les ont soutenues une bande dessinée qui nous replonge dans une époque pas si lointaine, la France de Georges Pompidou, où le sort des femmes reste suspendu à des règlements avariés, entre les mains d'une justice tenue par des hommes.

Parce que de nombreux combats féministes restent à mener en France et dans le monde et que les avancées sont toujours fragiles, voire balayées d'un trait de plume, les autrices ont placé en exergue du livre une citation de Simone de Beauvoir : « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devez rester vigilantes votre vie durant ».

Bobigny 1972, Marie Bardiaux-Vaïente et Carole Maurel (éd. Glénat) 25,00€



Semaine du Film palestinien

8^e Édition - du 29 janvier au 9 février 2025

À travers les fictions ou les documentaires proposés, le cinéma palestinien nous fait entrer dans les douleurs, les espoirs, la mémoire de 70 ans d'occupation israélienne, sans oublier humour et sens de l'auto-dérision...

Seront présentés les films :

- *Bye Bye Tibériade* de Lina Soualem,
- *No Other Land* de Basel Adra,
- *Hamdan Ballal*, Yuval Abraham,
- *Rachel Szor*, *Réminiscences* de Rashid Masharawi,
- *The Teacher* de Farah Nabulsi,
- *Une Orange de Jaffa*, *Palestine Islands* de Nour Ben Salem et Julien Ménanteau,
- *Tantura* de Alon Schwarz, *Mémoires de Palestine* de Serge Le Péron,
- *La Terre Parle Arabe* de Maryse Gargour,
- *A House in Jerusalem* de Muayad Alayan, Alam de Firas Houry,
- *Wajib* d'Annemarie Jacir,
- *À la Rencontre d'un Pays Perdu* de Maryse Gargour et *Gaza Stories* de Iyad Allastal.

Un certain nombre de séances seront suivies de débat

Toutes les séances sur le site : <https://afps44.france-palestine.org>

Les salles concernées :

Le Concorde et Le Cinématographe (Nantes), Le Paradiso (Nort-sur-Erdre), Le Cep (Vallet), Ciné Manivel (Redon), Cinéma Atlantic (La Turballe), Cinéjade (Saint-Brévin), Le Saint-Laurent (Blain), L'Émeraude (Châteaubriant), Capellia (La Chapelle-sur-Erdre), Le Beaulieu (Bouguenais), Le Lutétia (Saint-Herblain), Ciné-Toiles de Retz (Pornic), Le Jacques Demy (Divatte-sur-Loire), Le Gén'éric (Héric), Le Saint-Joseph (Pornic), Le Nozek (Nozay), L'Eden (Ancenis), Le Connetable (Clisson), la Médiathèque Ormedo (Orvault) et Le Saint-Paul (Rezé)

LA PALESTINE
au-delà
des images



Semaine du film palestinien
en Loire-Atlantique • 8^e édition
29 janvier - 9 février 2025

Aide d'urgence en faveur des populations civiles du Liban

À Nantes comme dans de nombreux territoires, la contribution y a été votée.

Extrait de l'intervention de Pascale Robert en conseil métropolitain du 12 décembre 2024



« En juin dernier, le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, menaçait de ramener le Liban à l'âge de pierre. En octobre, Benjamin Netanyahu ajoutait qu'il promettait des destructions et des souffrances[...] L'extrême droite israélienne au pouvoir s'est lancée dans une entreprise guerrière inédite[...]

Les déplacements forcés de population, assimilés à des nettoyages ethniques par l'ONU, la colonisation des territoires et les violations quotidiennes du droit international. Après Gaza et la Cisjordanie, le Liban était le prochain sur la liste des obsessions guerrières d'un gouvernement d'extrême droite pour qui aucun autre chemin n'est possible[...]

Les provocations du Hezbollah, qu'il nous faut condamner, ne justifient pas la violation systématique du droit international et de la souveraineté du Liban, ni les crimes de guerre sur la population civile dans ce conflit. Malgré les alertes des Nations Unies concernant la situation des civils libanais, des puissances comme les États-Unis, la Chine, l'Allemagne ou la France sont particulièrement apathiques, condamnant l'action d'Israël du bout des lèvres mais laissant faire.

Toutefois, dans la population israélienne et parmi la communauté internationale, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer les deux poids deux mesures des puissants face aux crises internationales[...] Face à cela, la pression internationale est montée. Les représentants des différentes agences des Nations Unies ont utilisé la totalité des champs lexicaux de l'horreur et de l'urgence pour décrire la situation. Car, comme à Gaza, les infrastructures essentielles sont détruites. Comme à Gaza, une centaine d'établissements de santé a dû fermer.

La contribution de Nantes Métropole au Fonds d'action extérieure des collectivités sera une contribution solidaire pour aider les Libanais à sortir du chaos engendré par les bombardements massifs et les opérations militaires israéliennes. Le 27 novembre, un fragile cessez-le-feu s'est installé, un soulagement pour le peuple libanais. Cela doit être un premier pas vers un cessez-le-feu général et permanent dans l'ensemble de la région.

À travers cette délibération et la contribution qui l'accompagne, nous réaffirmons notre position dans le camp de la paix. Nous réaffirmons notre solidarité avec le peuple libanais, dont l'histoire commune avec la France a noué des liens indéfectibles entre nos cultures. »

Session budgétaire de la Région Pays de la Loire

Extrait de l'intervention de Véronique Mahé sur les aides coupées au Musée de la Résistance

« Madame la Présidente, vous le reconnaissez vous-même : l'extrême droite est aux portes du pouvoir, menaçant nos valeurs fondamentales de liberté, d'égalité et de solidarité.

Face à cette menace, nous avons une responsabilité collective : renforcer la transmission de la mémoire et des valeurs républicaines. Or, vous faites un choix incompréhensible et grave : vous affaiblissez des structures essentielles comme le Musée de la Résistance de Châteaubriant ou le Mémorial des Déportés de Mayenne.



le Mémorial de la Shoah sous prétexte de privilégier l'histoire locale, et voilà que vous réduisez maintenant les moyens des structures locales elles-mêmes. C'est une double contradiction qui affaiblit l'éducation à la mémoire et menace la transmission des valeurs de la République. Madame la Présidente, souvenez-vous des mots de Guy Môquet : « Vous qui restez, soyez dignes de nous, les 27 qui allons mourir. »

Madame la Présidente, être dignes de leur sacrifice, c'est refuser de laisser l'oubli s'installer. C'est préserver et renforcer les lieux qui transmettent leur mémoire aux jeunes générations et

Vous tournez le dos à des lieux qui rappellent que les dérives de l'histoire peuvent resurgir si nous ne restons pas vigilants. Vous invoquez un recentrage sur les compétences régionales mais l'éducation des lycéens relève précisément de ces compétences.

Vous dites souvent que la jeunesse est une de vos priorités. Mais comment prétendre défendre cette priorité quand vos décisions la privent des ressources nécessaires pour comprendre le monde d'hier et agir sur celui d'aujourd'hui ? Vous avez cessé le partenariat avec

éveillent leur conscience citoyenne.

Monsieur Henry, je ne vais pas vous interpellé, je vais vous inviter, vous inviter à venir visiter le Musée de la Résistance, vous inviter à participer venir à la Sablière où chaque année a lieu une commémoration, car lorsque vous nous parlez de « nos amis du RN », vous m'insultez personnellement, vous insultez les élus de l'opposition, les militants de gauche qui au quotidien se battent pour défendre des valeurs, qui j'ose l'espérer, nous sont communes »

Huma café 2025

Les conférences-débat de l'Huma-café

18h00 au Lieu unique, Quai Ferdinand-Favre, Nantes

17 janvier 2025 : Mais qui sont « Ceux qui tiennent la laisse » ? Avec Gilles Balbastre, journaliste, réalisateur du documentaire Les Nouveaux Chiens de garde en 2012

28 février 2025 : Repenser la démocratie par les sciences sociales : l'actualité de l'École de Francfort ? Avec Maiwenn Roudaut, enseignante-chercheuse en études germaniques à l'université de Nantes

14 mars 2025 : Le langage est une arme ! Avec Jean-Jacques Lecercle, Spécialiste de philosophie du langage et de littérature anglaise du XIXe siècle

18 avril 2025 : Reste-t-il une place pour des médias de gauche ? Avec Pauline Perrenot, journaliste, secrétaire de rédaction et co-animatrice de l'association Acrimed (Action-Critique-Médias)

23 mai 2025 : Féministe avec Marx, avec Saliha Bousseadra, Docteure en philosophie, membre du Comité de rédaction de la revue Cause commune.

20 juin 2025 : Guerre ou paix. Le monde à la croisée des chemins, avec Lina Sankari, journaliste internationale, grand reporter à L'Humanité

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre Daguet
 Commission paritaire : N°0325 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Clément Chebanier
 Responsable de la rédaction : Pierre Daguet
 NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
 E-mail : redac.nla@gmail.com



Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Pedro Maia Benoît Lusseau
 Pascal Divay Alain Bourdeau
 Hugo Jaslet Gulazor Uzunpinar

Illustrations libres de droit et peuvent être générées par IA
 Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
 Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
 Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Unique parmi la presse départementale les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce journal veut perdurer et faire vivre des paroles singulières celles des acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM :PRENOM :
 ADRESSE :
 TEL : EMAIL :

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
- Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES
 Chèque à l'ordre de ADF44
 Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)



Une actualité politique brûlante !

C'est la rentrée pour les jeunes communistes de Loire-Atlantique, en premier lieu l'ouverture de Parcoursup sur les facs qui vient creuser le fossé entre les réalités des étudiants et celles de la petite classe dominante à la tête de l'État. Une sélection au master qui, chaque année, a son lot de victimes. **C'est plusieurs dizaines de milliers d'étudiants qui se retrouvent sans master.**

La situation en Palestine est également dramatique et s'aggrave de plus en plus et face à laquelle nos merveilleux gouvernements ne semblent pas souhaiter se préoccuper, sachant que nous risquons de nous faire taxer d'antisémitisme si on dénonce la situation de génocide.

Le gouvernement a d'ailleurs entamé dernièrement son renouvellement. Macron nous avait promis du nouveau en 2017. Nous en avons un magnifique exemple avec Manuel Valls, ancien député maire PS d'Évry. Ou même François Rebsamen, numéro 2 du PS dans les années 2000.



Nous avons eu, en 2024, une année riche en militantisme. Nous avons ouvert l'année avec la création de notre CD, ultime étape de la restructuration de notre fédération à l'échelle départementale. **Nous avons conduit nos campagnes sur le bac pro avec des réussites et un militantisme régulier. Et bien sûr, la campagne des élections européennes. Nous avons notamment fait campagne dans la ruralité, dans le vignoble.** Nous avons ainsi pu réaliser plusieurs adhésions. Et malgré tous les efforts, nous n'avons encore une fois pas réussi à élargir notre socle électoral depuis plusieurs années.

Enfin, les élections législatives qui nous ont donné l'occasion de réunir, chez nous, les différentes organisations de jeunesse afin d'organiser une campagne commune. Une campagne conduite **collectivement dans un certain nombre de circonscriptions, en témoigne notre prise de parole dans le meeting de Karim Ben Brahim dans la première circonscription.**

Nos objectifs pour 2025 sont donc de rester dans la continuité de ce qui s'est fait en 2024. Nous repartons sur une campagne Palestine et antifasciste pour notre campagne internationale. Pour notre campagne nationale, nous restons sur la campagne bac pro et travail. Notre axe travail qui nous aura d'ailleurs permis de développer une union de ville sur la côte, et notamment à Saint-Nazaire, ce qui ne s'était plus vu depuis plusieurs années.

Mais l'un de nos grands projets va être notre congrès national qui se tiendra en avril en région parisienne. Un congrès qui aura pour thème la question de notre utilité et de notre vision du socialisme et de sa mise en place.

Qu'est-ce que le socialisme ? Qu'est-ce que le communisme ? Comment faire le socialisme ? Comment faire la révolution ? Quel lien avec le PCF ?

Tant de questions très importantes qui seront posées à l'ensemble des militantes et militants du MJCF lors du premier semestre de 2025. Ce sera également l'occasion de poser la question du fonctionnement de notre organisation. Il sera enfin l'occasion de renouveler notre direction nationale dans sa totalité. **Et peut-être qu'il sera aussi l'occasion pour notre fédération de compter de nouveaux conseillers nationaux dans ses rangs.**

À retenir

Assemblée Générale des communistes de Loire-Atlantique



L'année 2024 s'est conclue dans un contexte politique, économique et social pour le moins turbulent, soulignant les antagonismes entre les intérêts des travailleurs et ceux du capital, en attestent les multiples plans de licenciements qui secouent aussi bien notre pays que notre département.

De nombreuses luttes émergent cependant et nos concitoyens ont plus que jamais besoin de voir se dessiner des débouchés politiques de progrès, satisfaisant aussi bien leurs besoins que la préservation de notre environnement.

Pour renforcer la mobilisation dès 2025 et échanger ensemble sur les perspectives d'actions comme d'organisation, **la Fédération PCF de Loire-Atlantique invite les communistes à son assemblée générale samedi 25 janvier 2025 à 9h30 au 41 rue des Olivettes, Nantes.**

Hommages à

Claude Aufort



C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de **notre camarade Claude Aufort à l'âge de 87 ans. Claude militait à la section Brière.** Il a également été membre de la direction départementale du PCF, et élu dans le groupe d'opposition à Besné.

Ingénieur au Centre de l'Énergie Atomique, il a participé aux travaux du PCF sur les questions de l'énergie, notamment nucléaire. Ses compétences en la matière l'ont conduit à la rédaction de plusieurs articles et dossiers, dans plusieurs revues communistes (*Progressistes, La Revue du projet*). Nous présentons à sa famille et à ses proches nos sincères condoléances.

Commémorations

Procès FTP des 42 et des 16



Les commémorations de la fusillade des procès des 42 et des 16 vont avoir lieu **le samedi 25 janvier à 11h00 au terrain du Bêle à Nantes ; à 14h30 place Jean et Renée Losq à Sainte-Luce-sur-Loire et le dimanche 26 janvier au cimetière de Divatte-sur-Loire à 11h00.**

Comme chaque année, le Comité départemental du souvenir organise, en lien avec les municipalités, plusieurs hommages aux Francs-Tireurs et Partisans du procès des 42 et des 16, fusillés par les nazis en 1943. Ces fusillades font suite aux nombreuses arrestations de résistants communistes en 1942, organisées par la police allemande et les brigades spéciales anticommunistes de la police de Vichy. Le 1er procès, celui des 42, en janvier 1943, est retentissant.

Les allemands médiatisent un simulacre de procès. L'objectif étant de discréditer les résistants et les faire passer pour des criminels. Pourtant, l'effet souhaité par la justice militaire allemande et les collaborateurs de Vichy n'aura pas lieu, et cette parodie de justice renforcera l'esprit de résistance et la colère de la population vis-à-vis de l'occupant nazi et de leurs collaborateurs. Le 2^e procès, au mois d'août, celui des 16, sera plus discret étant donné les conséquences du procès de janvier, négatives pour les hitlériens. **À la fin de ces deux procès, 50 condamnations à mort seront prononcées, sept résistants seront acquittés mais déportés, dont trois femmes.**

Vœux de la fédération La Fédération PCF 44 présente ses vœux

Samedi 25 Janvier 2025
à 11h30

à la Fédération
41, rue des Olivettes, 44000 Nantes

La présentation des vœux sera suivie d'un apéritif déjeunatoire.

